CSA-SD 62
LUNDI 1 SEPTEMBRE 2025

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D

Dans un premier temps, au nom de l'UNSA Education et de ses syndicats, nous souhaitons la bienvenue à tous les nouveaux personnels arrivant dans le département qu'ils soient enseignants, administratifs ou cadres. Nous tenons à souhaiter une bonne installation et prise de fonctions à l'ensemble des personnels pédagogiques et administratifs des établissements scolaires et de la DSDEN. Car c'est bien sur ses personnels que repose le bon déroulement de cette rentrée ! Ils tiennent à bout de bras et tentent de part et d'autre de combler les failles de notre Education Nationale.

Après une rentrée 2024 marquée par l'absence de ministre de l'Éducation Nationale, l'UNSA Éducation constate que cette rentrée 2025 s'annonce tout aussi tendue et dans un climat d'incertitude. Cette nouvelle année scolaire débute dans un climat politique, budgétaire et social particulièrement préoccupant.

L'UNSA Éducation alerte sur une **triple tension** :

- **Politique**, avec une ministre fragilisée qui ne sera probablement plus en poste dans quelques jours et une forte incertitude quant à l'avenir immédiat du ministère et des décisions attendues
- **Budgétaire**, en raison des annonces de coupes sévères qui risquent de frapper une fois de plus la fonction publique et tout particulièrement l'Éducation Nationale.
- **Sociale**, dans un climat anxiogène qui pèse sur les personnels et les élèves.

Ce sont une fois encore nos écoles, nos établissements, nos collègues et bien sûr nos élèves et leurs familles qui feront les frais de ces arbitrages.

Malgré les instabilités politiques et l'absence de perspectives claires, **les agents de l'Éducation Nationale continuent à faire fonctionner l'école grâce à leur professionnalisme et leur investissement**.

Cependant, la lassitude grandit. Les personnels expriment leurs inquiétudes face à l'absence de revalorisation, aux conditions de travail dégradées et aux réformes successives menées sans vision durable.

À l'Ecole, les élèves comme les agents ont besoin de paix et de stabilité. Il faut cesser les réformes sans lendemain et les coups d'éclat politiques.

Par ailleurs, le SE-Unsa, avant même que la rentrée n'ait eu lieu, a déposé une alerte sociale sur deux thèmes forts : le budget 2026 et les conditions d'exercice des directrices et directeurs d'écoles.

Le SE-Unsa a donc été reçu en audience par la Ministre Borne pour exiger un Budget 2026 à la hauteur des défis que doit relever notre système éducatif, et qui doit permettre :

- de créer les postes nécessaires au bon fonctionnement du service public d'éducation (AESH, enseignants, AED, Psychologues de l'éducation nationale et CPE)

- une revalorisation sans conditions des rémunérations de l'ensemble des personnels et des mesures urgentes pour celles et ceux dont les rémunérations sont les plus faibles.

Sur la direction d'école :

- la reprise des négociations autour de l'exercice du métier de directeur d'école

- l'augmentation du régime de décharge des directions d'écoles ainsi que du régime indemnitaire,

- la mise en place d'un secrétariat administratif pérenne et formé ;

En résumé, pour cette rentrée 2025, l'UNSA Éducation se fait l'écho des inquiétudes de l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale : ils demandent de la stabilité, des moyens, et surtout une reconnaissance réelle de leur engagement au service des élèves.

Nous nous réunissons en cette fin d'après-midi afin d'étudier les quelques ajustements concernant la carte scolaire, l'étape ultime des opérations débutées en février 2025, ainsi que les modifications d'horaires et de rythmes scolaires.

En tout premier lieu, Monsieur le Directeur Académique, nous vous demandons comme chaque année, qu'il n'y ait pas de fermeture prononcée ce soir car cela ne permettrait pas aux équipes d'aborder l'année scolaire à venir sereinement.

Dans le même temps, nous espérons que les situations d'ouvertures ou d'abandons de fermetures proposées, soulageront les équipes enseignantes de notre département qui sont dans l'attente d'une nouvelle positive qui leur permettra d'aborder cette année scolaire de manière plus favorable. Malheureusement, au regard de la dotation négative pour notre département, nous regrettons par avance que ces mesures soient limitées et que toutes les situations de tension ne puissent trouver une issue favorable.

Nous insistons également sur le manque de moyen des RASED qui ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins d'accompagnements des élèves en difficulté. Ce déficit pèse lourdement sur les classes et accentue les inégalités scolaires. Et ce n'est pas la mise en place des PAS sur moyens propres qui améliorera les choses. A ce propos, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, combien de PAS seront mis en place dans notre département à cette rentrée ? Nous demandons que tous les postes non utilisés dans le cadre de cette expérimentation soient mis à profit de mesure de carte comme des ouvertures et des abandons pour les écoles qui en ont besoin.

Nous nous interrogeons également concernant la mise en œuvre des remplacements dans le cadre de la formation continue. En février dernier, les postes de BDFC ont été supprimés malgré la mobilisation de l'intersyndicale. Lors des réunions spécifiques « remplaçants » ayant eu lieu dans plusieurs circonscriptions vendredi dernier, des anciens BDFC devenus « brigade » ont eu la

mauvaise surprise de ne pas se voir confier cette mission avec des plannings déjà établis sans prendre en compte les situations particulières de ces collègues déjà impactés par une mesure de carte et qui souhaitaient rester sur cette mission. Lors des différentes audiences, il avait été convenu que le fonctionnement serait équivalent à celui des BD REP+ hors dans la réalité, il est tout autre et les collègues sont dans le désarroi et l'incompréhension.

En ce qui concerne les rythmes scolaires, la dérogation est devenue la norme et il serait temps de réfléchir à une logique inversée afin d'éviter des situations douloureuses comme dans le RPI de Maresquel par exemple.

Pour finir, nous ne transporterons pas les livrets d'évaluation ! A l'approche de la campagne d'évaluations nationales annuelle, le SE-Unsa donne une consigne syndicale claire : les personnels sont en droit de refuser toutes demandes de transport de livrets. Nationalement, nous avons écrit à la ministre pour exiger que l'acheminement soit intégralement pris en charge par l'employeur. Ce n'est ni aux directeurs, ni aux conseillers pédagogiques, ni aux IEN d'endosser le rôle de chauffeurs livreurs ou de magasiniers.

Selon les informations que vous nous communiquerez durant cette séance, nous aurons peut-être quelques questions complémentaires à vous poser.

Je vous remercie pour votre attention.
Julie Duhamel